

VAL DE SAÔNE

Politique de gestion des cours d'eau : un questionnaire pour contribuer

Jusqu'au 31 janvier, le public est invité à répondre à une enquête en ligne, donne son avis et sa perception du Val de Saône, de la gestion des ressources, de la biodiversité. Les réponses devront servir à établir le prochain contrat de rivières.

J eudi 3 février l'avenir de la Saône et le changement climatique seront les sujets posés sur la table d'un collectif d'élus, d'experts, d'institutionnels et d'acteurs économiques du Val de Saône. Cette réunion, organisée à Chalon-sur-Saône, doit permettre de constituer le prochain contrat de rivières qui décline entre autres les usages de l'eau.

Près d'une centaine de participants pour le moment

Pour préparer, inspirer et enrichir la discussion, le comité de rivières Saône, l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et établissement public territorial du bassin Saône & Doubs ont conjointement lancé un questionnaire anonyme en ligne (<https://ca-saone.fr/>) à destination du grand public, des habitants du territoire (des Vosges jusqu'à la confluence avec le



Inondations, orages violents, sécheresses... Le réchauffement du climat bouleverse la Saône et ses berges. Photo LBP/Emmanuelle BAILLIS

fleuve Rhône) fluvial soit environ 1 million de personnes. Une vingtaine de questions sont posées autour de plusieurs thématiques : la qualité et les ressources en eau, la biodiversité et les aménagements. Il est possible d'y répondre jusqu'au 31 janvier. Les données sont collectées et traitées par un cabinet indépendant. Au 24 janvier, un peu moins d'une centaine de personnes ont répondu.

« Plusieurs choses nous ont guidés vers ce choix de faire

contribuer les habitants du Val-de-Saône », assure Marie-Claire Bonnet Vallet, présidente du comité de rivière Saône. « D'abord la conjoncture depuis l'été 2020, année très sèche où le préfet a été contraint de prendre des restrictions. Et puis l'envie d'inspirer le futur contrat de rivières qui doit être renouvelé en 2022. Écrire notre politique pour les quinze à vingt prochaines années, adapter notre manière de la partager. Car il est plus simple de faire appli-

quer des contraintes quand on comprend exactement ce à quoi elles répondent. »

« Ça Saône » l'alerte

La présidente enchaîne : « Le nom « Ça Saône » fait référence à une alerte : ça sonne... C'est symbolique. Le changement de climat impacte de plus en plus le Val de Saône et des phénomènes nouveaux apparaissent, impactent les ressources. Les enjeux actuels sont nombreux :



« Il est plus simple de faire appliquer des contraintes quand on comprend exactement ce à quoi elles répondent. »

Marie-Claire Bonnet Vallet, présidente du comité de rivière Saône

agriculture, urbanisation, biodiversité, économie, navigation, pêche professionnelle et de loisirs... Demain, plus qu'aujourd'hui encore, les relations entre tous ces enjeux seront fortes, interdépendantes, et seront déterminantes pour nos villes, villages, campagnes, paysages, activités et pour notre cadre de vie ».

E. B.

CHIVRES

Une salle d'archives tempérée réalisée cette année pour 20 000 €

À Chivres, l'année 2021 a vu la réalisation des projets initialement prévus, notamment l'élargissement et la réfection de la rue de la Gare. Mais, à la suite d'une tempête, le clocher de l'église a subi des dégâts. Une partie du zinc a été arrachée et il s'est avéré, après étude, qu'une poutre était défectueuse. « Afin d'assurer la sécurité des maisons voisines, il a fallu procéder à la restauration du clocher dans son ensemble. Coût de l'opération : environ 35 000 €. Heureusement, la commune a pu bénéficier de subventions immédiates du Département et de l'État », déclare Jean-Marc Chapuis, maire de Chivres.

La rénovation de l'éclairage public va se poursuivre

Avec l'aide du Siceco, la moitié des lampes de la commune ont été remplacées par des lampes à leds moins énergivores ainsi que dans le lotissement des Houblonniers. « Le reste de la commune sera équipé également, à une date ultérieure, suivant le pro-



Dégradé par une tempête, le clocher de l'église a été entièrement refait. Photo LBP/G. L.

gramme du Siceco », précise le premier édile.

Pour répondre à une obligation légale, la municipalité de Chivres va créer dans un bâtiment communal une salle d'archives tempérée pour un montant d'environ 20 000 €. Là aussi, des subventions auprès du Département et de l'État via la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) ont été demandées.

L'achat d'une nouvelle tondeuse autoportée est envisagé pour un montant de 7 000 €.

La fibre optique sera installée à la fin du second semestre avec l'implantation de poteaux supplémentaires et d'autres en remplacement pour supporter le poids des fils.

Côté manifestations, s'il n'a pas été possible d'organiser le Rétromotors, « nous espérons qu'il n'en sera pas de même en 2022. Seul le repas du 14 juillet a pu être organisé ! », regrette Jean-Marc Chapuis.

Gilles LECLERCQ (CLP)

SEURRE

Un nouveau passage du vaccinobus mercredi 9 février



Il sera possible de bénéficier d'une première, deuxième ou troisième injection, sans rendez-vous. Photo d'illustration archives LBP/Dominique RAGOT

Le vaccinobus fera de nouveau halte à Seurre mercredi 9 février à la salle des fêtes. L'unité mobile départementale qui va à la rencontre de la population pour lui permettre de se faire vacciner sans rendez-vous contre le Covid-19 proposera l'injection d'une première, deuxième ou troisième dose de 10 à 19 heures ce jour-là.

ALERTE INFO

Vous êtes témoin d'un événement, vous avez une info ?

contactez le

0800 202 648

Service & appel gratuits

ou par mail à filrouge21@lebienspublic.fr